

C'est une affirmation gratuite, c'est une affirmation ne se basant sur aucune analyse sérieuse (1), que de dire que la République (laquelle ?) a pour les masses un tout autre sens, un tout autre contenu que celui que les personnages du 14 avril et les masses même avaient accordé à la République en 1931.

La vérité c'est que le nom de République ne s'identifie point dans la conscience des masses avec la République ouvrière, mais avec la République pure et simple, celle du 14 avril, la République bourgeoise et parlementaire.

Par contre, tout ce qui a trait à leurs intérêts de classe est identifié chez elles avec le **19 juillet**, c'est-à-dire une situation caractérisée par la banqueroute et le dépassement de la République.

Certes, la classe ouvrière espagnole n'a pas tiré de son expérience toutes les leçons politiques et tactiques nécessaires ; le poids d'appareils bureaucratiques y est pour beaucoup. Mais si les masses étaient capables de tirer par elles-mêmes les leçons révolutionnaires de leur expérience, il n'y aurait besoin d'aucun parti révolutionnaire. D'autre part, si les masses étaient condamnées à ne pas assimiler une partie tout au moins de leurs luttes, la nécessité du parti révolutionnaire ne se ferait pas non plus sentir, ce parti prêcherait dans le désert.

Une autre erreur théorique couvrant une conception évolutive et en ligne droite de la perspective révolutionnaire, c'est d'affirmer que la lutte pour la révolution prolétarienne passe par la lutte pour une République « qui ne répète pas les erreurs de 1931 ». Ces conseils moraux donnés aux masses n'ont aucune valeur, si l'on ne précise pas le contenu de classe de la République que les masses doivent instaurer (2).

31

La République du 14 avril, parce que bourgeoise, parce que dans l'étape actuelle de décomposition organique du capitalisme, était incapable de résoudre les problèmes dont la solution est du ressort du prolétariat (révolution permanente) ; La République du 14 avril n'a pas commis d'erreur avec la classe travailleuse. Bien qu'empiriquement, avec des sursauts, elle a suivi la ligne de classe qu'elle s'était fixée. Les organisations centristes du style POUM ont toujours été inclinées à charger sur le dos de ladite République un sac contenant des « erreurs » dont la République aurait paraît-il, pu se débarrasser si... Ainsi ces organisations centristes ne font que minimiser les responsabilités des éléments républicains et revaloriser par là ces derniers. Cette revalorisation s'exprime aujourd'hui dans leur attitude bienveillante à l'égard du gouvernement Giral ainsi que dans leur participation à des organismes de front populaire. Les B.L. ne peuvent pas et ne doivent pas risquer de se confondre avec eux en donnant une caractérisation fautive de la République d'avril et une analyse erronée de l'expérience républicaine.

La lutte contre le régime franquiste ne passe pas nécessairement par l'établissement de la République — République dont le souvenir pour les masses reste lié à une période où les défaites dépassèrent de beaucoup l'actif de certaines conquêtes — mais elle passe par la mobilisation autour de mots d'ordre concernant les intérêts des masses laborieuses et pouvant dépasser la République. Loin d'être une étape nécessaire au processus révolutionnaire, la République constitue aujourd'hui un marais vers lequel les leaders républicains aidés par les socialistes, les stalinien et autres réformistes, drainent les eaux pour les y faire stagner.

Le mot d'ordre République, comme mot d'ordre démocratique, pourrait avoir une valeur et sa nécessité se ferait sentir dans le cas d'un danger ou d'une menace certaine de restauration monarchiste. En dehors de cela et à l'heure présente, le mot d'ordre de République, s'il n'est pas accompagné du qualificatif « ouvrière » par opposition à la République parlementaire et de front populaire, ne peut qu'induire les travailleurs en erreur, leur faire revivre des illusions qui ont subi déjà l'épreuve des événements, les faire rétrograder jusqu'à un état d'esprit éloigné du 19 juillet.

Si dans les pays (Italie, Belgique) où la monarchie se maintient toujours au milieu d'une crise d'un degré plus ou moins grand, le mot d'ordre de République constitue un précieux levier pour l'agitation révolutionnaire (les masses établissent une relation de cause à effet entre la monarchie et leurs misères), en Espagne, par contre, le mot d'ordre de République, dans l'étape présente, n'ajoute rien à la mobilisation des masses contre Franco. Ce serait faire une application mécanique du mot d'ordre en question que de transférer à l'Espagne un mot d'ordre (et pas seulement le mot d'ordre, mais l'établissement même de la République) préconisé par nous en Italie et en Belgique où les masses veulent terrasser la dynastie qui les opprime depuis longtemps.

En effet, il ne faut pas opposer à la République l'idée abstraite de la révolution prolétarienne (3). Mais il ne faut pas non plus opposer à l'idée de la révolution prolétarienne si abstraite soit-elle des idées « concrètes » telles que l'établissement de la République qui peut désorienter les masses et donner à celles-ci l'idée que la lutte pour la République, c'est une condition sine qua non de la révolution prolétarienne. Surtout lorsqu'un passé tout à fait récent leur en a donné la preuve contraire.

L'idée de révolution prolétarienne n'a rien d'abstrait en soi. Son abstraction peut uniquement venir de la part d'une avant-garde qui ne serait pas capable d'apprécier correctement une situation concrète.

Ni les conditions actuelles, ni le degré actuel de conscience de classes des masses ouvrières d'Espagne (4), ni aucune autre considération tactique ne conseille aujourd'hui aux communistes internationalistes de mettre en avant le mot d'ordre de République en le présentant comme un pont vers la révolution prolétarienne (5). Toujours prompts à nous mettre à la tête du combat contre le danger d'une restauration monarchiste, nous, communistes internationalistes, devons montrer aux travailleurs — en nous appuyant sur les expériences contemporaines de l'Europe et de l'expérience passée en Espagne — que seule une République soviétique peut leur apporter la solution réelle à leurs aspirations et les faire sortir de leur condition d'exploités.

Cette campagne propagandiste n'est pas du domaine de ceux qui se limitent à la répétition mécanique de vérités éternelles. C'est une campagne imposée par la nécessité de donner au prolétariat espagnol une orientation qui puisse l'abriter des trahisons et des embuscades contre-révolutionnaires.

(1) Voir le texte des camarades Roura, Herrero, Polo.

(2) Du texte présenté par les camarades Roura, Herrero, Polo, apparaît en dernière analyse que la République qu'ils préconisent, c'est une République pro-soviétique, ou tout au moins ouvrière. Cependant, l'absence d'une telle conclusion qui se trouve impliquée dans plusieurs paragraphes du texte, montre clairement que nos camarades n'ont pas eu le courage de couper le cordon ombilical qui les tient attachés à la République du 14 avril « sans erreurs ».

(3) Voir texte déjà cité.

(4) Voir texte cité.

(5) *Ib.*

(III) Sur le mot d'ordre de l'Assemblée Constituante

En septembre 1945, notre Bureau politique a adressé au prolétariat espagnol un manifeste pour lutter contre Franco sous la direction d'un organisme de classe : l'Alliance ouvrière. Le manifeste établit 15 mots d'ordre (1) de revendications démocratiques et transitoires qui devaient être à

la base d'un programme d'action dans la lutte antifranquiste

La convocation de l'Assemblée constituante ne fut pas incorporée au programme d'action proprement dit, elle fut seulement mentionnée dans la partie générale (d'analyse)